

**MISSION DE PROGRAMMISTE EN VUE DU  
REGROUPEMENT DES SITES ADULTE DES CR  
DE NANCY ET LAY SAINT CHRISTOPHE ET DU SITE  
ENFANT DU CMPRE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE  
SUR LE SEUL SITE DU CENTRE DE READAPTATION  
DE NANCY**

**PROJET IRR**

Procédure adaptée

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Date et heure limites de remise des plis : Lundi 14 octobre 2024 à 11 heures**

## SOMMAIRE

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

**ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE**

**ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES**

**ARTICLE 4 – VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX**

**ARTICLE 5 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

**ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

**ARTICLE 7 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est lancée par l'UGECAM (Union pour la Gestion des Caisses d'Assurance Maladie) du NORD-EST, organisme de Sécurité sociale ayant pour activités principales de soigner, rééduquer et réinsérer des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie

Créée en 1999, l'UGECAM NORD-EST gère 13 établissements représentant 32 structures sanitaires et médico-sociales soit :

- 9 structures sanitaires,
- 23 structures médico-sociales,

L'UGECAM NORD-EST propose une offre de soins diversifiée et répond aux besoins de la population sur son territoire de santé : enfants et adolescents, adultes et personnes âgées.

Le siège de l'UGECAM NORD-EST se trouve à NANCY, il est composé d'une cinquantaine de collaborateurs.

Le pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage est l'UGECAM NORD EST – 75 Boulevard Lobau – 54042 NANCY représenté par sa Directrice Générale, Madame Christelle PROST.

### **1.1 – Description de la prestation :**

La présente consultation porte sur une mission d'étude de programmation fonctionnelle et technique détaillée nécessaire à l'optimisation immobilière de l'espace en fonction de l'évaluation globale des mètres carré du bâtiment, à la réhabilitation du site et à la réalisation de travaux de construction si nécessaire.

L'opération consistant à regrouper les centres de réadaptation pour adultes de Nancy (54000) et Lay-Saint-Christophe (54690) ainsi que le CMPRE pour enfants de Flavigny sur Moselle (54630) sur le seul site du Centre de Réadaptation de Nancy (75, Boulevard Lobau – 54000), projet IRR.

Cette opération comprendra des travaux de réhabilitation et éventuellement des travaux de construction sur les bâtiments existants situés à Nancy.

Le lieu d'exécution des travaux : 75 boulevard Lobau à Nancy (54000).

L'opération est décrite dans le cahier des charges techniques particulières.

## **ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE**

### **2.1 - Procédure de passation**

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique en son article L.2123-1 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique en ses articles R2123-1, articles R2123-4, article R2213-5 et article R2123-7.

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée « sans suite » et l'ensemble des candidats en seront informés. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre.

## 2.2 – Forme et prix du marché :

La présente consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché public ordinaire avec des prestations conclues à prix globaux et forfaitaires.

Les ordres de services seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Ils ne feront l'objet d'aucune négociation.

L'UGECAM Nord-Est passera les ordres de services au fur et à mesure de ses besoins pour les prestations identifiées dans le bordereau des prix.

Le montant estimatif du projet IRR, restructuration de l'existant et éventuellement travaux d'agrandissement (reprenant la globalité des missions de l'opération y compris les travaux) est de 42 000 000€ HT.

## 2.4 - Estimation des prestations de programmation

Le montant de la mission d'étude de programmation fonctionnelle et technique détaillée sur la durée totale du marché est estimée à 86 000 € HT.

## 2.5 - Durée du marché

Le marché débutera à la notification du marché soit courant octobre 2024.

En raison de la nature de l'opération le terme de ce marché est fixé à la date de fin de la garantie de parfait achèvement.

## 2.6 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Codes CPV	Description
71315200-1	Services de conseil en bâtiment
71530000-2	Services de conseil en construction

## 2.7 - Conditions de participation des candidats

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le maître d'ouvrage adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

La forme de groupement conjoint est retenue afin de mutualiser les compétences de petites et moyennes entreprises, avec mandataire solidaire pour n'avoir qu'un seul interlocuteur facilitant ainsi les échanges et les recours en cas de problème d'exécution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché sous peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

## **2.8 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à quatre mois à compter de la date limite de remise des offres.

## **2.9 – Modification de détail du dossier de consultation**

Le Maître d'ouvrage, pouvoir adjudicateur, se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.10 – Prestations similaires**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **2.11 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

La prestation est financée sur le budget de fonctionnement de l'organisme. Il est fait application des articles R2192-10 et R2192-12 du Code de la Commande Publique. Le mode de règlement choisi est le virement avec paiement dans un délai qui ne peut excéder 30 jours suivant la réception des factures adressées par le candidat retenu.

Le paiement s'effectuera par des acomptes dans les conditions décrites au C.C.A.P.

## **2.12 - Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est accessible uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

**Il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avant de télécharger le dossier de consultation pour être informé des compléments qui lui seraient apportés et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats. Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.**

En cas de complément d'informations, la transmission des nouvelles données se fera automatiquement par la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## **3 – PRESENTATION DES PROPOSITIONS**

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques,

financiers) pour assurer les prestations. Le maître d'ouvrage appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

### **3.1 – Variantes**

Aucune variante n'est autorisée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

### **3.2 – Modalités de remise des candidatures et des offres**

La date limite de réception des plis est fixée au : **Lundi 14/10/2024 à 11 heures.**

#### Modalités de remise des offres :

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique sur le site suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Une fois que le candidat aura remis son offre, il ne pourra ni la retirer ni la modifier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont : Word, Excel, PowerPoint, Pdf, Zip.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser certains formats comme les « exe » ou de outils comme les macros.

La signature électronique des documents n'est pas demandée dans le cadre de cette consultation.

Si la signature est électronique, l'offre de l'entreprise attributaire sera re-matérialisés et il lui sera demandé de signer manuellement les documents.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures et offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui ne supporte pas la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « COPIE DE SAUVEGARDE – MARCHE CONCERNANT UNE MISSION DE PROGRAMMISTE EN VUE DU REGROUPEMENT DES SITES ADULTE DES CR DE NANCY ET LAY SAINT CHRISTOPHE ET DU SITE ENFANT DU CMPRE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE SUR LE SEUL SITE DU CENTRE DE READAPTATION DE NANCY – PROJET IRR ». La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier.

La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier et parvenir avant le Lundi 14/10/2024 à 11h00.

L'organisme se dégage de toute responsabilité dans le cas où le candidat ne se serait pas identifié sur la plateforme de dématérialisation en téléchargeant le dossier de consultation. En effet, l'organisme n'aurait aucun moyen de lui communiquer d'éventuels éléments nouveaux/modifications liés à la consultation.

### **Assistance au dépôt électronique**

Les candidats disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

### **Contenu des plis**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

- 1 - Une lettre de motivation argumentant la candidature et la compréhension du projet (enjeux du projet, interfaces, ....),
  - 2 - Lettre de candidature DC1,
  - 3 - Déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement DC2,
- Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

**Le e-DUME (Document Unique de Marché Européen) peut se substituer aux DC1 et DC2. C'est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.**

- 4 – Le candidat individuel ou le groupement devra fournir des documents présentant leurs activités et leurs domaines d'intervention,
- 5 - En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, et pour chaque sous-traitant, une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4),
- 6 - la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- 7 - le candidat devra fournir une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'a pas eu accès à des informations ignorées par d'autres candidats ou soumissionnaires, en raison de sa participation préalable, directe ou indirecte à la préparation de cette procédure conformément aux articles R 2111-2 et L.2141-8 du Code de la Commande Publique,
- 8 - Les pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat,
- 9 - Descriptif de la société : nom, adresse, personne à contacter et responsable du dossier, n° de téléphone, adresse mail, année de création, évolutions majeurs, ...,
- 10 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant la mission objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- 11 - Déclaration des effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années,
- 12 - Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des :
  - responsables de prestation de service de même nature que celle du présent marché,
  - une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du présent marché.
- 13 - Une liste des principales livraisons effectuées fournis au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de la consultation, d'opérations de réhabilitation et construction neuve, en milieu hospitalier (plateau technique, hébergement, ...) indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, Les livraisons ou les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
- 14 - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, en expertise des organisations médicales, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons ou les prestations de services sont prouvées par des attestations des destinataires ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- 15 - Document indiquant les compétences du candidat en matière de connaissance et de mise en pratique des aspects liés au développement durable et plus particulièrement aux modes alternatifs de chauffage,
- 16 - Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales,
- 17 - Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail,
- 18 - Certificats de qualification ou équivalents à produire : OPQIBI type : 0201 Programmation générale, 2201 Evaluation des coûts en phase amont et de programmation,
- 19 - L'attestation d'assurance RC en cours de validité,

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME, en lieu et place de tous les documents listés ci-dessus.

## Documents relatifs à l'offre technique et commerciale :

- 1 - L'acte d'engagement (A.E) à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du présent marché accompagné de son annexe le bordereau de prix global et forfaitaire,
- 2 - Le mémoire technique dans lequel le candidat détaille précisément comment il compte réaliser la prestation attendue, comprenant au minimum :
  - \* Méthodologie de travail,
  - \* Organisation, moyens matériels, qualifications et expérience de l'équipe dédiée,
  - \* Accompagnement, conseil et temps dédiés,
  - \* Synthèse des informations données/compréhension du projet, prise en compte des enjeux et des spécificités médicales et médico-sociales du projet,
- 3 - Le planning prévisionnel du candidat,
- 4 - L'attestation obligatoire de visite du site.

Ainsi que toute pièce que le candidat estimera de nature à appuyer son offre

**En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, les candidatures et les offres sont signées par le mandataire pour cela il doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le présent marché.**

## **ARTICLE 4 - VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX**

Les candidats auront l'obligation d'effectuer une visite du site avant la remise de leur offre.

Lors de cette visite une attestation leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront remettre cette attestation dans le cadre de leur offre.

**L'absence de visite sur site rendra l'offre irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la Commande publique et ne pourra être régularisée.**

Pour ce faire, les candidats informeront de leur présence, M. Arnaud Mallet, Responsable logistique des trois sites formant l'IRR, Email : [arnaud.mallet@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:arnaud.mallet@ugecam.assurance-maladie.fr), Portable : 06.73.41.61.25, afin d'établir un planning de visite.

Les dates de visite seront au choix soit le **Mardi 1<sup>er</sup> octobre ou le vendredi 4 octobre à 10h00**

Aucune autre date de visite ne sera proposée.

## **ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

Les critères de jugement des candidatures porteront sur les points suivants :

- \* Candidat ayant fourni les déclarations et attestations, dûment remplies et signées,
- \* Candidat présentant des capacités certaines en matière de développement durable,
- \* Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières : candidat dont les garanties par rapport à l'objet de la consultation, sont suffisantes ; ces garanties sont appréciées en fonction notamment du chiffre d'affaire global au cours des 3 derniers exercices.
- \* Références du candidat :
  - . 3 références d'opérations similaires,
  - . 3 justificatifs d'expérience en expertise des organisations médicales (en propre ou en co/sous traitance).



A l'issue de l'analyse du contenu des éléments de candidature, ne seront pas admises :

- \* Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R-2142-1 à 14 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique,
- \* Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles L-2141-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018 et aux articles R-2143-3 à 10 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence,
- \* Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes. Pour l'examen des garanties techniques, il sera tenu compte, le cas échéant, des carences constatées lors du déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser au cours des 3 dernières années.

Un manquement pourra écarter la candidature et donc par conséquent l'analyse de l'offre.

#### Jugement des offres :

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les candidats avant la date limite fixée.

Conformément à l'article L2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sont éliminées. Les autres offres sont classées par ordre décroissant conformément aux articles R2152-6, R2152-7 et L2152-7 du Code de la Commande Publique en fonction des critères de jugement énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Le choix du Maître de l'ouvrage tiendra compte de l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés ci-dessous après négociations éventuelles, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Si négociation, elle sera menée avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre appropriée, régulière et acceptable.

Les négociations porteront sur tous les éléments de l'offre notamment la méthodologie et l'organisation des prestations, le planning d'exécution et le prix. Les négociations se dérouleront au cours d'un entretien et seront conclues par une formalisation écrite des éléments de l'offre négociée.

#### Critères pondérés :

1) La valeur technique 60% appréciée au regard des éléments suivants :

- \* Compréhension du besoin et du contexte, note sur 15
  - Synthèse des informations données/compréhension du projet, prise en compte des enjeux et des spécificités médicales.
- \* Expérience et organisation des intervenants, note sur 15
  - Expérience des intervenants sur des prestations similaires en phase de programmation
  - Expérience des intervenants sur des prestations similaires pour l'adaptation du projet médical,
  - Compétences humaines et moyens matériels mis à disposition dans le cadre de la réalisation des prestations,
  - Qualité et adéquation des CV de l'opération.
- \* Organisation du candidat pour réaliser les prestations, note sur 15
  - Méthodologie et organisation spécifiques dédiées à l'opération,
  - Prise en compte des enjeux de développement durable.

- \* Optimisation et réalisme du planning prévisionnel, note sur 15
  - Méthodologie et organisation spécifiques dédiées à l'opération.

2) La valeur financière : 40%.

Le pouvoir adjudicateur s'autorisera à demander aux candidats de préciser ou compléter la teneur de leur offre.

#### **Justificatifs à fournir par le titulaire :**

Avant la notification du marché, l'attributaire devra fournir les documents suivants :

- certificat de régularité fiscale : attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales,
- certificat de régularité sociale : attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise,
- attestation d'assurances en cours de validité.

### **ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est à noter que tout renseignement complémentaire sollicité par le candidat doit être transmis à l'UGECAM NORD EST au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

### **ARTICLE 7 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est composé :

- du présent règlement de la consultation,
- du cahier de clauses administrative particulières,
- du cahier de clauses techniques particulières,
- d'un acte d'engagement et son annexe le bordereau de prix global et forfaitaire,
- d'un cadre réponse technique,
- d'une attestation de visite,
- du préprogramme,
- de plans de l'existant.